



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 9 février 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 04 ECLAIRAGE PUBLIC
CONTRAT DE PARTENARIAT POUR LA RENOVATION, LA GESTION
ET L'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ECLAIRAGE PUBLIC,
DE LA SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLEUR ET LA MISE EN VALEUR DE
CERTAINS BATIMENTS DE LA VILLE DE GRASSE
RESILIATION
COUVERTURE DU RISQUE DEFAVORABLE DE L'INDEMNITE DE RETOURNEMENT
DES SWAPS (IRA)

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 2 février 2021, s'est réuni le mardi 9 février 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Anne-Marie DUVAL, Cyril DAUPHOUD, Marie CHABAUD, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Dominique BOURRET, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Marie-Madeleine GUALLINO, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Roger MISSENTI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Stéphanie MANDREA
Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD
Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Monsieur Roger MISSENTI à Monsieur Pascal PELLEGRINO
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Stéphanie MANDREA à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe Emmanuel de FONTMICHEL
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD
Monsieur Jean-Paul CAMERANO à Madame Myriam LAZREUG

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 8 décembre 2020.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

- | | |
|------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2021 - 08 | VENTE DE PARCELLES SISES BOULEVARD EUGENE CHARABOT
ET D'UNE PARTIE DU DOMAINE PUBLIC ALLEE JEAN MOULIN
DECLASSEMENT PREALABLE – MODIFICATION |
| 2021 - 11 | ACQUISITION DES LOCAUX OCCUPES PAR LE SERVICE PROXIMITE
DU PLAN DE GRASSE |

DU 9 FEVRIER 2021

ECLAIRAGE PUBLIC

**CONTRAT DE PARTENARIAT POUR LA RENOVATION, LA GESTION ET L'EXPLOITATION
DES INSTALLATIONS D'ECLAIRAGE PUBLIC, DE LA SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLERE
ET LA MISE EN VALEUR DE CERTAINS BATIMENTS DE LA VILLE DE GRASSE
RESILIATION
COUVERTURE DU RISQUE DEFAVORABLE DE L'INDEMNITE DE RETOURNEMENT DES SWAPS (IRA)**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La présente délibération a pour objet la couverture du risque d'évolution défavorable de l'indemnité de retournement des swaps (IRA) adossés aux dettes DAILLY, retournement concomitant à la résiliation anticipée des dites dettes DAILLY

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT H.T.
AFFAIRES FINANCIERES		

Monsieur le Maire expose :

Le 8 décembre 2020, le Conseil Municipal a constaté, relativement au remboursement de la Dette Dailly, que les dispositions combinées du contrat de partenariat et de la convention tripartite ouvrent une option, à la discrétion de la Ville :

- soit la Ville procède au paiement de cette part de l'indemnité de résiliation, en une seule fois (Option 1) ;
- soit la Ville décide de procéder à un paiement échelonné de cette indemnité jusqu'à la fin du Crédit (Option 2), à travers une reprise du crédit et de la convention de couverture de taux initialement conclus par la société ILLUMINEO.

Le choix entre les deux options sera opéré en fonction du niveau de l'indemnité de résiliation et des coûts associés pour agir au mieux des intérêts de la ville. Si le montant de cette indemnité, chiffré après décision de résiliation anticipée du contrat de PPP, est supérieur à 20 % du capital restant dû, la ville devra choisir l'option de substitution.

Par délibération n° 2020-197 Le Conseil Municipal a notamment :

- Approuvé le principe de la résiliation aux torts de la société ILLUMINEO du contrat de partenariat pour la rénovation, la gestion et l'exploitation des installations d'éclairage public, de la signalisation lumineuse tricolore et la mise en valeur de certains bâtiments de la ville de Grasse conclu le 15 juillet 2013 ;
- Autorisé Monsieur le Maire ou son représentant, sans préjudice de la faculté de substitution contractuellement reconnue aux Prêteurs, à résilier pour faute ledit contrat de partenariat, avec une prise d'effet au 31 mars 2021 ;
- Autorisé Monsieur le Maire ou son représentant, à informer les Prêteurs du choix de la Ville, si cette option s'avérait la plus favorable aux intérêts de cette dernière, de procéder à la reprise du crédit et de la

convention de couverture de taux initialement conclus par la société ILLUMINEO Grasse et à engager toutes discussions avec les Prêteurs à cet effet.

Les analyses financières ont montré que la ville avait avantage à résilier, dès que possible, le financement Dailly même en retournant le swap et en payant l'IRA associée à ce retournement.

Les dispositions contractuelles imposent de formaliser ce choix au moins un mois avant l'échéance, c'est-à-dire au plus tard le 28 février 2021.

Ce choix étant opéré, la ville se trouve exposée au risque d'une évolution défavorable des marchés portant l'indemnité de retournement des swaps (IRA) et des coûts associés au-delà de 20 % du capital restant dû. Il importe donc, en application de ses règles de gestion, qu'elle mette en place une couverture, même si le risque que l'Indemnité de Remboursement Anticipé dépasse 20 % du Capital Restant Dû apparaît très faible.

La ville doit donc rechercher un produit dérivé qui lui permette de se garantir que l'IRA et les coûts associés (coût de la couverture) ne dépassent pas 20 % du capital restant dû.

En raison de la complexité juridique du dossier (couverture souscrite par la ville pour l'évolution d'une IRA d'un swap souscrit par le partenaire), il est possible que la ville ne trouve pas de couverture. En cette hypothèse, compte tenu du contexte actuel des marchés (pas de tension attendue sur les taux et peu de volatilité) et compte tenu de la faible durée de la période exposée, la ville est autorisée, par dérogation aux dispositions des procédures et règles de gestion de dette, à porter le risque sans couverture jusqu'au 31 mars 2021, date de résiliation du PPP.

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 26 janvier 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant, dans le cadre de sa délégation de compétences du 7 juillet 2020, à acheter une couverture pour neutraliser le risque d'une évolution défavorable du risque de taux faisant passer l'IRA des swaps adossés à la Dette Dailly du PPP au-delà des 20 % du Capital Restant Dû ;
Cette couverture fixera le plafond garanti à 20 % du capital restant dû diminués du coût de ladite couverture.
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant, à signer les actes nécessaires à la mise en place de cette opération de couverture ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant, par dérogation aux dispositions des procédures et règles de gestion, à renoncer à cette couverture si sa mise en place s'avérait impossible.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 41 voix pour et 4 abstentions :
Monsieur EUZIERE (2 voix), Monsieur de FONTMICHEL (2 voix).

Delibération affichée le **10 FEV. 2021**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.

